

**DISCOURS DE S.E. MONSIEUR LE
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU
MALI AU SOMMET MONDIAL SUR LA
SECURITE ALIMENTAIRE**

-ROME : 16 au 18 Novembre 2009 -

Novembre2009

organisation à la lutte contre l'insécurité alimentaire et la précarité dans le monde.

Les manifestations évidentes et dramatiques des changements climatiques qui accablent l'humanité actuellement sans que puissent malheureusement se dégager de façon concrète et efficace des mesures durables à observer afin de juguler ce fléau qui affecte la capacité productive des 2,6 milliards de ruraux pauvres à travers le monde.

Excellences, Mesdames, Messieurs

Je voudrais saluer ici le choix si judicieux du thème du présent Sommet Mondial à savoir la « Sécurité alimentaire ». Car il est non seulement d'actualité, mais s'inscrit en droite ligne du mot d'ordre de la FAO à savoir : « Aider à construire un monde libéré de la faim ». Il illustre aussi la vision unanime de toutes les régions du monde au sujet

fleuves en particulier celui du Fleuve Niger, l'avancée du désert, et la déforestation.

Les difficultés liées aux hommes ont pour noms : feux de brousse, déforestation (prélèvements divers, les besoins d'énergie domestique, défrichements en vue de la préparation des champs), le surpâturage par les animaux.

Le cas de l'Office du Niger constitue une parfaite illustration du potentiel du pays et des facteurs limitant son développement.

Créé depuis 1932, avec comme objectif d'en faire le Grenier de l'Afrique de l'Ouest, il dispose d'une superficie de 1.100.000 hectares de terres cultivables, avec environ 100.000 hectares exploités pour une production de 590.000 tonnes de production céréalière, en particulier du riz, couvrant les 2/3 de la consommation nationale. Le

à l'élimination de toute vie aquatique, à réduire le débit des canaux de 50 % et, portant la périodicité des crises d'eaux de 2-3 jours à 2-3 semaines.

Je voudrais encore revenir sur les potentialités du Mali qui sont estimées à 65 millions d'hectares cultivables dont 2,2 millions inondables et 2600 km de cours d'eau (Niger et Sénégal).

Elles justifient notre engagement et notre volonté politique de faire du Mali une Puissance agricole en vue d'asseoir les bases durables de la souveraineté et de la sécurité alimentaire et, de le placer parmi les exportateurs de produits agricoles.

Le Gouvernement a défini et, pris des initiatives réalistes de grande envergure devant contribuer à la mise en œuvre des projets de développement concrets d'utilité publique.

du pays. C'est une question d'équité qui vise à améliorer les conditions des ruraux.

Au plan institutionnel, pour marquer son engagement dans le combat pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, le Mali a mis en place le Conseil Supérieur de l'Agriculture, et créé un Commissariat à la sécurité alimentaire rattaché à la Présidence de la République en 2004. Il s'est aussi doté d'un Programme National de Sécurité alimentaire dont l'objectif est de prendre en charge la dimension structurelle de l'insécurité alimentaire au niveau des 12 000 villages et fractions que compte le pays.

Dans le cadre de ce programme et s'appuyant sur l'approche «Villages du Millénaire», l'initiative 166 a pour objet d'accélérer la réalisation des OMD dans les 166 communes les plus vulnérables déficientes en termes de sécurité alimentaire comprenant 3.052 villages pour une population d'environ 2,5 millions de personnes.

résolument tournées vers l'investissement efficace, le Mali est aujourd'hui engagé dans l'élaboration de son Programme National d'Investissement du Secteur Agricole (PNISA).

Se préoccupant de la dégradation des ressources naturelles et conscient du péril que cela constitue pour les générations actuelles et futures, le Mali a placé la dimension environnementale au centre de ses politiques et stratégies de développement, avec la ferme conviction que tout processus de production agricole non assorti d'une bonne gestion de l'environnement ne saurait prospérer dans la durée.

Excellences, Mesdames et Messieurs

La mise en œuvre de tous ces grands chantiers majeurs qu'ensemble nous venons ainsi d'ouvrir en réponse aux défis pour l'avènement de la

la FAO, à 915 millions en 2008, pour atteindre 1 milliard en 2009.

Cette tendance à la hausse est suffisamment révélatrice du décalage entre l'ampleur du phénomène et le manque de vigueur dans le respect des engagements jusqu'ici pris pour la contenir.

L'implacable constat qui s'impose à nous, pays en développement, et qui résulte de la non tenue des engagements pris, c'est que nous assistons au retour en force de la faim et à la recrudescence de la pauvreté en Afrique. Ce constat cruel, Excellences, Mesdames, Messieurs, interpelle la conscience de la communauté internationale (Proverbe peulh : Un homme qui a faim n'est pas libre).

Dans cette perspective, nous saluons chaleureusement le lancement officiel du Fonds agricole africain lors des Assemblées générales annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Istanbul, les 6 et 7 octobre dernier.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais à mon tour, adresser mes vives félicitations aux autorités italiennes pour leur accueil chaleureux et, souhaiter ardemment plein succès aux travaux de ce sommet crucial.

Je vous remercie de votre attention.